

LA V^o REPUBLIQUE

Tableau chronologique

La mise en place de la V^o République			Charles DE GAULLE
1958	28 septembre	Adoption de la constitution par référendum (approuvée à 80 % par les grands électeurs)	
	Décembre	De Gaulle élu président de la République ; la droite au pouvoir	
	Septembre	De Gaulle propose la «paix des Braves », en vain	
1959		Création du nouveau franc (1 N.Fr = 100 A.Frs)	
	Septembre	Projet d'autodétermination pour l'Algérie (« l'Algérie algérienne »)	
1960		La France se dote de l'arme atomique	
	Janvier	Semaine « des barricades » à Alger	
1961	Avril	Putsch militaire à Alger qui échoue De Gaulle prend les pleins pouvoirs	
La république gaullienne			Charles DE GAULLE
1962	18 mars	Accords d'Evian	
	Avril	Nomination de Pompidou au poste de premier ministre	
	Juillet	Indépendance de l'Algérie	
1963		Création de la DATAR	
1965		De Gaulle est réélu de peu	
1966		La France se retire de l'OTAN	
1968	Mai	Crise étudiante puis conflit social	
	27 mai	Accords de Grenelle	
	Début juin	Crise politique Elections marquées par la large victoire de l'UDR	
1969	28 avril	Démission du Général de Gaulle après l'échec du référendum	
Le néo-gaullisme de Pompidou			Georges POMPIDOU
1969	Juin	Pompidou élu président	
1970	Novembre	Mort du Général de Gaulle	
1972		Chaban-Delmas est limogé	
1974	Avril	Décès de Pompidou. Election de Giscard d'Estaing.	
			V

1976	Août	Démission de Jacques Chirac et nomination de Raymond Barre Création du RPR la même année	
1977		J. Chirac maire de Paris	
1979		Deuxième choc pétrolier mondial	
1981	Mai	Election de François Mitterrand (PS)	François MITTERRAND
	Juin	« Raz de marée » socialiste à l'assemblée nationale (3/4 des sièges avec les communistes)	
1984	Juin	Manifestations des défenseurs de l'école privée	
	Juillet	Démission de P. Mauroy et nomination de L. Fabius Le grand tournant	
1986		Succès de la droite aux législatives	
		Manifestations étudiantes	
1988		Réélection de Mitterrand Les socialistes regagnent la majorité (relative) à l'Assemblée	François MITTERRAND
1991	Mai	Edith Cresson remplace Michel Rocard	
1992		Pierre Bérégovoy remplace Edith Cresson à Matignon	
	Décembre	Traité de Maastricht	
1993		Victoire écrasante de la droite aux législatives → deuxième cohabitation. Edouard Balladur nommé premier ministre.	
1995		Jacques Chirac remporte les élections présidentielles	

Les abréviations

OAS	Organisation armée secrète	PS	Parti socialiste (remplace la SFIO)
UNR	Union pour la nouvelle république	SMIC	Salaire minimum interprofessionnel de croissance
CNI	Centre national des indépendants (Valéry Giscard d'Estaing)	ISF	Impôt de solidarité sur la fortune
UDR	Union pour la défense de la République	RMI	Revenu minimum d'insertion
RPR	Rassemblement pour la République (1976)	CSG	Contribution sociale généralisée

1. Mise en place et affirmation de la V^o République 1958 - 1962

- Le nouveau régime est mis en place fin 1958, le général de Gaulle à sa tête.
- La V^o République est basée sur deux principes : *séparation des pouvoirs et maintien du régime parlementaire*. Principales caractéristiques :
 - *Prépondérance accrue du président de la République* : il assure le fonctionnement régulier des pouvoirs publics, garant de la continuité de l'Etat, de l'indépendance nationale. Il nomme le premier ministre. Il peut dissoudre l'assemblée nationale et peut consulter le pays par référendum. Il a la possibilité, en dernier recours, de s'arroger des pouvoirs spéciaux. Il dispose d'un « domaine réservé » (tous les problèmes de politique extérieure, diplomatie, défense...).
 - *L'Assemblée nationale* élue au scrutin majoritaire à deux tours, est chargée du vote des lois et du budget. Elle n'a plus le pouvoir d'interpeller le gouvernement, la motion de censure n'étant validée qu'à la majorité absolue.
 - Le *Sénat*, désigné au suffrage indirect par les élus locaux, confirme les lois,
 - Le *conseil constitutionnel* veille à la constitutionnalité des lois, de contrôler la régularité des élections. Il est formé de neuf membres titulaires pour neuf ans.
 - Le régime connaît une *très grande stabilité* dans les faits.
- De Gaulle s'attaque prioritairement *au problème algérien*. Face à la lassitude des Français et au désaveu international, De Gaulle se tourne progressivement vers l'idée de l'indépendance algérienne → 1959 : projet d'autodétermination. Pinay, ministre des finances, doit mener une politique de rigueur face aux difficultés financières (emprunt, augmentation des impôts, dévaluation du franc puis création du nouveau franc). En 1961, face à l'adversité, de Gaulle prend les pleins pouvoirs (en vertu de l'article 16 de la constitution).
- *La réaction des Pieds-noirs et de l'armée est virulente*. Ils sont le sentiment d'être trahis → insurrections (semaine des barricades en 1960, putsch militaire de quatre généraux, qui échoue, en avril 1961). Les activistes, regroupés dans l'OAS, mènent une guerre terroriste (attentats en Algérie et en métropole, notamment contre la personne du général). Menace d'une guerre civile.
- Face à la violence, le Général de Gaulle accélère les négociations avec le FLN → *accords d'Evian le 18 mars 1962*, approuvés par référendum. 700 000 Européens résidant en Algérie doivent quitter « leur » terre, la cohabitation étant devenue impossible.
- Son autorité assise, le Général de Gaulle remplace Michel Debré par Georges Pompidou. Mais l'annonce d'un projet de loi visant à modifier la constitution pour faire élire le président de la République au suffrage universel direct, en septembre 1962, provoque la colère de l'Assemblée qui redoute que De Gaulle ne s'arroge tous les pouvoirs → motion de censure renversant le gouvernement Pompidou.
- Finalement de Gaulle *est plébiscité par les deux scrutins* (référendum et législatives). L'UNR remporte quasiment la majorité absolue à l'Assemblée.

2. La république gaullienne 1962 – 1969

- De Gaulle et Pompidou exercent chacun dans un domaine : De Gaulle se réserve la politique étrangère tandis que Pompidou est chargé de consolider l'économie nationale pour assurer l'indépendance du pays et mène ainsi la politique intérieure.
- Le Général de Gaulle *poursuit la politique de décolonisation* ; dès 1960, la plupart des Etats membres africains de la Communauté française prennent leur indépendance.
- *La politique d'indépendance* mène De Gaulle à s'écarter du protectorat américain ; après le refus d'une co-direction à trois de l'OTAN (Etats-Unis, G-B et France), De Gaulle met en œuvre une politique indépendante → arme atomique en 1960 ; la France se retire en 1966 de

l'OTAN. Il pose un regard critique vis-à-vis de la politique internationale américaine (soutien des états du tiers-monde, recherche de la détente et de l'entente avec l'Est).

- Il pose les bases, en collaboration avec le chancelier Adenauer, *d'une Europe des patries*, faisant bloc face aux deux grands. La politique échoue, face à la perplexité allemande et l'hostilité des autres partenaires européens, adhérents de l'Alliance atlantique.
- Son ministre de la culture, A. Malraux, lance *une « démocratisation de la culture »*, la culture devant jouer le rôle de la religion des sociétés anciennes → politique de restauration et de mise en valeur du patrimoine, création des maisons de culture.
- Malgré une popularité exceptionnelle, De Gaulle n'est réélu qu'au second tour de l'élection présidentielle de 1965. Son personnage commence à s'user dans l'opinion, surtout face à l'activité de ses adversaires (François Mitterrand et Jean Lecanuet). Les élections législatives de 1967 ne sont gagnées que d'extrême justesse → affaiblissement du pouvoir, et décalage croissant avec l'opinion.
- Le manque de concertation sociale de la part du gouvernement conduit rapidement au *blocage* → *crise étudiante* de Nanterre en mai 1968. Les étudiants, suivant les mouvements de protestation aux Etats-Unis, dénoncent la sélection universitaire, et plus généralement, la société de consommation et ses inégalités. La contestation débouche sur des combats de rue.
- La crise devient *sociale* : grèves se succèdent, portant de multiples revendications (du soutien aux étudiants, aux augmentations de salaire, aux modifications des structures sociales...). Le 27 mai sont signés les accords de Grenelle entre syndicats et patronats, sous l'égide de Pompidou → accords rejetés.
- La crise devient *politique*. Le gouvernement est impuissant à résoudre la crise. De Gaulle dissout l'assemblée le 30 mai. Les grèves cessent progressivement, dans l'attente des élections. Celles-ci, appelées « élections de la peur », sont un véritable succès pour les gaullistes de l'UDR (réaction face à la « révolution » soixante-huitarde).
- De Gaulle répond à la crise par des réformes sur le *thème de la participation* (intégration des étudiants dans la gestion des universités, réforme régionale fondée sur la décentralisation). Cette dernière réforme nécessite un référendum → celui-ci échoue (mécontentement de la gauche politique, et de plusieurs de ces partenaires). Désavoué, le Général de Gaulle démissionne sur le champ.

3. La tentative néo-gaulliste de Pompidou 1969 - 1974

- Elu président en juin 1969, Pompidou, sous le signe de « *l'ouverture dans la continuité* », en pratique, de la continuité.
- Par « ouverture » Jacques Chaban-Delmas, premier ministre, entend *union politique* avec les centristes et les indépendants, respect du parlement, ouverture des négociations pour l'entrée de la Grande-Bretagne dans le marché commun. En réponse à mai 1968 Pompidou prône une « *nouvelle société* » de *libéralisation et de progrès social*. Amorce de la décentralisation, autonomie plus grande des médias, mise en place de la politique contractuelle (instaurant des contacts réguliers entre Etat, syndicats et patronat). Institution du SMIC. Des scandales financiers, et des divisions dans le parti gaulliste, obligent cependant Pompidou à se séparer de J. Chaban-Delmas.
- Pompidou oriente alors sa politique *plus à droite* et nomme Pierre Mesmer Premier ministre. Le gouvernement est bien plus conservateur ; Mesmer met fin à la politique d'ouverture de son prédécesseur (suppression de l'autonomie des médias, méfiance vis-à-vis des Américains → retour à l'orthodoxie gaulliste).
- Rattrapé par la maladie, Pompidou meurt le 2 avril 1974. V. Giscard d'Estaing, centriste, bat Mitterrand au second tour, marquant la fin du gaullisme. Il désigne comme premier ministre Jacques Chirac.

4. Le septennat de Valéry Giscard d'Estaing : la tentative centriste 1974 - 1981

- L'arrivée de V. Giscard d'Estaing au pouvoir coïncide avec le *début de la crise* économique en France, marquée par un fort déficit de la balance commerciale, un phénomène de stagflation (inflation + stagnation de la production). La crise entraîne aussi la montée du chômage (2 millions en 1981).
- V. Giscard d'Estaing veut contrer la crise par un « *immense chantier de réformes* », dans une tentative de « libéralisme avancé ». Il nomme Jacques Chirac, gaulliste (ce parti l'a soutenu pendant les élections) → réformes : majorité civile à 18 ans, dépénalisation de l'avortement, secrétariat d'Etat à la condition féminine ; au niveau économique : prise en compte des plus défavorisés et maintien des prestations sociales (minimum vieillesse augmenté, ressources pour les chômeurs). Il s'agit d'une *politique de relance*.
- Ce plan échoue (en 1975, le PNB recule) → J. Chirac démissionne en 1976, marquant nettement ses *divergences avec le chef de l'état*. Il se place désormais dans une logique d'opposition (création du RPR gaulliste en 1976, puis devenant maire de Paris en 1977).
- V. Giscard d'Estaing nomme alors Raymond Barre premier ministre. Celui-ci désire appliquer une *politique libérale de relance* : réduire l'inflation pour redonner sa compétitivité à la production française → baisse des charges sociales aux entreprises, affranchissement de certaines contraintes, investissement encouragé. Mais le chômage continue de croître.
- *L'inquiétude dans l'opinion* se traduit électoralement : en 1978, la droite (UDF et RPR) gagnent grâce à leur alliance. Mais la montée du chômage et le deuxième choc pétrolier rend l'électorat plus sensible aux propositions de la gauche (politique volontariste de création d'emplois). → Mitterrand est élu en mai 1981, battant V. G. D. au deuxième tour.

5. La tentative socialiste 1981-1986

- Dès son arrivée, Mitterrand et son premier ministre Pierre Mauroy mettent en place le « *changement* ». Pour relancer l'activité économique, le gouvernement veut *augmenter la consommation (politique de relance)* → crédit desserré, SMIC et bas salaires revalorisés. Réduction du temps de travail légal à 39 heures. De *profondes réformes sont lancées* : décentralisation (par Gaston Defferre, ministre de l'intérieur), les nationalisations (cinq groupes industriels et trente-six banques d'affaire, deux compagnies financières, Suez et Paribas) visant à placer les secteurs-clés de l'économie et de la production.
- *Des réformes à fort poids symbolique* sont mises en place : abolition de la peine de mort, abandon du monopole de la radio, impôt sur les grandes fortunes, régularisation d'immigrés.
- Mais la consommation, progressant à l'étranger surtout, n'entraîne pas de reprise économique. Au contraire : *fort déficit commercial et inflation* → trois dévaluations du franc ; le coût des réformes est élevé → le déficit budgétaire se creuse. Le chômage s'étend.
- Dès 1982 est lancé un *plan de rigueur* pour juguler l'inflation : gel des prix et des salaires, entraînant des résultats significatifs, mais n'arrêtant pas la montée du chômage. La rigueur mécontente les salariés.
- Faisant face à un recul électoral important, et à une contestation forte au sujet de la liberté de l'enseignement en 1984, F. Mitterrand opère un « *tournant* ». Il accepte la démission de P. Mauroy et nomme Laurent Fabius. Celui-ci met en place une politique plus libérale : modernisation économique, limitation du rôle de l'Etat, baisse des impôts. Ce tournant, ouvert à l'économie de marché, crée une crise au sein du PS car il remet en cause l'identité idéologique du parti. La mise en place du scrutin proportionnel aux législatives de 1986 n'empêche pas la victoire de la droite.
- S'ouvre alors une *période de cohabitation* entre la gauche et Mitterrand et la droite UDF-RPR et le nouveau premier ministre J. Chirac → situation inédite. Le président perd toute autorité en politique intérieure. J. Chirac joue la carte de *l'ultra-libéralisme* (suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, privatisation des entreprises d'Etat, facilitation des licenciements...). Mais il est confronté à de nombreuses difficultés, dont la contestation

étudiante, ainsi que la dégradation de la situation en Nouvelle-Calédonie... Le président, incarnant l'unité nationale, est réélu en 1988. Forte montée de l'extrême droite (14 % pour J.M. Le Pen).

6. Le deuxième septennat socialiste 1986-1995

- Les socialistes préconisent désormais *l'ouverture*. Michel Rocard, premier ministre, appartient au courant réformateur du parti. Il mène jusqu'en 1991 une *politique de réformes prudente et conciliatrice*. Il agit pourtant : création du RMI, de l'ISF, de la CSG pour résorber le déficit de la sécurité sociale. Rétablissement de la paix en Nouvelle-Calédonie.
- Le PS juge cette action trop dépassionnée et démobilisatrice électoralement. Pour relancer le débat politique, Mitterrand change par deux fois de premier ministre (Edith Cresson puis Pierre Bérégovoy). Ce gouvernement est chargé en particulier *du dossier européen* ; le traité de *Maastricht* entraîne un référendum nécessaire pour sa ratification. Le « oui » l'emporte de peu. Mais le crédit de la gauche est entaché (persistance du chômage, montée de l'exclusion et des inégalités, scandales sur le financement du parti socialiste).
- La droite remporte donc très largement les élections législatives de 1993. Edouard Balladur, nommé premier ministre, met en place une *politique de rigueur financière et monétaire* → autonomie de la Banque de France, nouvelles privatisations, lois Pasqua limitant l'immigration, relance de l'aménagement du territoire. Le pragmatisme de cette politique, sa pondération, rassurent l'opinion.
- La droite remporte les élections présidentielles de 1995, malgré un duel Balladur/Chirac.